

ASSURANCES SUR LA VIE

DE LA TRANSMISSION

DU

BÉNÉFICE DU CONTRAT

ANGERS, IMP. BURDIN ET C^{ie}, RUE GARNIER, 4

V. 2-3

ASSURANCES SUR LA VIE

DE LA TRANSMISSION

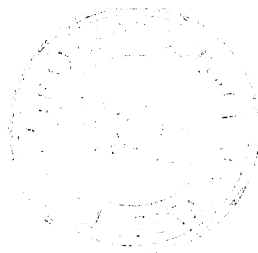
DU

BÉNÉFICE DU CONTRAT

Par PAUL BAILLY

AVOCAT

CHEF DU CONTENTIEUX DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCES « LE MONDE »



EN VENTE

DANS LES BUREAUX DU

RECUEIL PÉRIODIQUE DES ASSURANCES

A PARIS, PLACE DE LA BOURSE, N° 8.

1894

1-CEH.1905

2

PRÉFACE

La transmission du bénéfice de l'assurance sur la vie soulève des questions délicates. D'abord, c'est souvent chose malaisée que de discerner s'il y a *transmission*, c'est-à-dire si l'acquisition du bénéficiaire est la contre-partie d'une aliénation corrélative de l'assuré. D'autre part, suivant que, dans certains cas, on emploie telle ou telle formule soit pour désigner le bénéficiaire soit pour le changer, ou qu'on se sert de tel ou tel mode de transfert, l'opération peut avoir des conséquences juridiques bien différentes au regard du stipulant, du tiers bénéficiaire, du cessionnaire, ou des personnes qui ont des droits à exercer contre eux. En bref, le sort et les effets de l'opération dépendent quelquefois de distinctions délicates. Or, comment les parties (assurés, bénéficiaires, cessionnaires) pourront-elles choisir la formule qui convient, employer quand et comme il faut les divers modes de transfert, en un mot faire exactement ce qui est nécessaire pour que leurs intentions soient ponctuellement exécutées, si elles ne possèdent pas des notions précises tant sur le mécanisme juridique du contrat d'assurance sur la vie que sur le fonctionnement, les conditions de validité et les effets des modes spéciaux de transfert prévus dans les statuts des compagnies ou passés dans les usages de la pratique. Ces notions ne sont pas moins nécessaires aux compagnies d'assurances, qu'il s'agisse pour elles de rédiger une police, un avenant d'attribution, ou de décider à qui elles doivent payer et quelles précautions elles doivent prendre, pour que le paiement soit libératoire.

Appelé à examiner journallement sous leurs divers aspects toutes ces questions, nous étions dans des conditions particulièrement favorables pour les bien étudier. C'est le résultat de cette étude, à la fois théorique et pratique, que nous offrons au lecteur.

Cet ouvrage comprend trois parties.

Dans la première partie, nous recherchons dans quels cas le droit du bénéficiaire prend directement naissance dans sa personne sans passer dans le patrimoine du souscripteur, et dans quels cas, au contraire, l'acquisition du bénéficiaire est corrélative à une aliénation du souscripteur. L'intérêt de cette distinction se présente à plusieurs points de vue : exercice des droits des créanciers sur le montant de l'assurance, application des règles du droit fiscal, des règles du rapport à succession, des règles de la réserve, etc... Chemin faisant, nous examinons les diverses théories juridiques du contrat d'assurance sur la vie, notamment celle de la gestion d'affaires qui est aujourd'hui à peu près abandonnée, et celle de la stipulation pour autrui qui a été définitivement adoptée par la jurisprudence.

La seconde partie de cet ouvrage, qui est la plus importante, est consacrée à l'étude de l'endossement des polices. Nous posons en thèse que la clause à ordre, dont tous les effets tendent à faciliter la rapide négociation des titres destinés à servir de monnaie commerciale, ne s'adapte pas aux polices d'assurance sur la vie qui, elles, sauf de très rares exceptions, n'ont aucun caractère commercial, qui, de plus, ne sont pas et ne peuvent pas être des effets de circulation, qui enfin ne sont pas, comme les chèques, des valeurs de paiement. En effet, après avoir rappelé les conséquences logiques et inévitables de la clause à ordre et de l'endossement, nous constatons que la plupart